

POPULATION & SOCIÉTÉS

Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ?

Gilles Pison *

Contrairement aux attentes, le nombre de naissances a continué à augmenter en France en 2010 malgré la crise économique. La hausse du chômage, au lieu de faire baisser la fécondité, l'aurait-elle au contraire augmentée ? Les femmes sans emploi profiteraient-elles de leur disponibilité pour faire des enfants ? Afin d'y voir plus clair, Gilles Pison analyse les relations entre conjoncture économique et fécondité en France et dans les autres pays développés, notamment en période de récession.

Malgré la crise économique, les naissances ont été nombreuses en France en 2010 : 797 000 en métropole, d'après l'Insee, soit un peu plus que les 793 400 de 2009, et un record depuis 1982 [1]. L'indicateur de fécondité atteint 2,00 enfants par femme en France métropolitaine en 2010, un niveau jamais atteint depuis la fin du baby-boom il y a plus de 35 ans. Il est en légère hausse par rapport à 2009 (1,99 enfant) (tableau page 3).

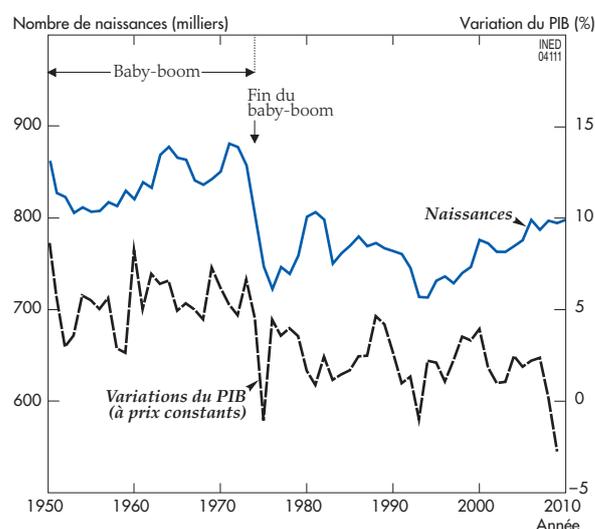
Cette hausse a surpris car on attendait plutôt il y a un an, sur la base des analyses passées, une baisse de fécondité en 2010, la seule interrogation portant sur son ampleur. La récession et l'augmentation du chômage qui s'ensuit allait, pensait-on, faire reculer la fécondité, en raison des incertitudes sur l'avenir.

C'est bien ce qui semble s'être produit aux États-Unis : l'indicateur de fécondité était de 2,12 enfants par femme en 2007 au début de la crise ; il a baissé à 2,08 enfants en 2008 et 2,01 (estimation provisoire) en 2009. Il pourrait encore baisser en 2010, car les naissances entre juillet 2009 et juin 2010 s'avèrent déjà 3% moins nombreuses que celles des 12 mois précédents.

Or il n'en est rien dans le cas de la France. Loin de reculer en 2010, la fécondité a très légèrement augmenté. La hausse du chômage est à nouveau invoquée mais, cette fois, comme un facteur de hausse et non de baisse de la fécondité : les femmes sans emploi auraient profité de leur disponibilité pour faire des enfants.

Qu'en est-il exactement ? Si la hausse du chômage et, de façon plus générale, la crise économique ont eu un effet en France, quel est-il ? Quels sont les mécanismes ? Essayons d'y voir plus clair en examinant d'abord les relations entre la conjoncture économique et la fécondité en France dans le passé, puis en examinant l'impact qu'ont pu avoir les crises économiques d'hier et d'aujourd'hui dans les autres pays développés.

Figure - Naissances et variations annuelles du PIB en France depuis 1950



(G. Pison, *Population & Sociétés*, n° 476, Ined, mars 2011)

Source : Insee.

* Institut national d'études démographiques

◆ Conjoncture économique et fécondité : des liens assez lâches en France

Le nombre de naissances en France a varié sensiblement au fil des ans depuis 1950, entre un peu moins de 900 000 et un peu plus de 700 000 ; les fluctuations sont en partie corrélées à celles du produit intérieur brut (PIB), mais de façon assez lâche (figure). Concentrons-nous sur les épisodes de ralentissement économique les plus significatifs. À la suite du fort ralentissement de la progression du PIB en 1952 et 1953, les naissances baissent effectivement avec un décalage d'un an cohérent avec le temps de conception et de gestation. En 1958 et 1959, la croissance du PIB est à nouveau brusquement ralentie mais, cette fois, les naissances, qui étaient à la hausse, continuent sur leur lancée aux fluctuations annuelles près, avec un léger creux en 1960 et un léger pic en 1961. La hausse brutale du prix du pétrole fait chuter en 1975 le PIB et les naissances, déjà en baisse rapide depuis quelques années (c'est la fin du baby-boom), et qui atteignent un minimum l'année suivante, en 1976. Le PIB recule une nouvelle fois en 1993, et les naissances suivent le mouvement en 1993 et 1994. Mais alors que le PIB stagne en 2008 et recule fortement en 2009, les naissances restent stables, aux petites fluctuations annuelles près.

En résumé, si les ralentissements économiques des soixante dernières années en France ont été généralement suivis d'une diminution des naissances, des exceptions demeurent, notamment lors de la dernière récession.

◆ La crise ne fait que retarder les naissances

Une revue systématique des récessions classiques survenues dans les pays développés au cours des dernières décennies sans changement de système économique⁽¹⁾ confirme qu'elles ont souvent des effets sur la démographie mais que ces effets sont variables d'une récession à l'autre et d'un pays à l'autre [2]. Quelques régularités apparaissent cependant :

1 – une récession n'a guère d'effets sur le nombre final d'enfants des générations ; elle modifie seulement le calendrier des naissances. Une partie des couples reportent leur projet de fécondité en attendant des jours meilleurs, ce qui contribue à réduire la fécondité dans les deux années qui suivent le début de la crise. Une fois celle-ci passée, les couples en question se remettent à avoir des enfants et cette récupération se traduit par une hausse de fécondité en sortie de crise [2, 3]. Ainsi, la crise ne réduit pas les naissances, elle les retarde ;

(1) Les pays d'Europe de l'Est ont connu un grave choc après 1989 suite au passage de l'économie planifiée des anciens régimes communistes à l'économie de marché. Les naissances ont chuté rapidement dans la plupart des pays, l'indicateur de fécondité diminuant d'un tiers à la moitié en l'espace de quelques années seulement : il est passé par exemple de 2,14 enfants par femme en 1988 à 1,23 enfant dix ans plus tard (en 1998) en Russie, et de 2,14 à 1,41 en Pologne. Les femmes ont leurs enfants relativement jeunes dans ces pays. La crise a entraîné un retard des maternités chez les jeunes générations arrivant à l'âge d'être mère, d'où la diminution brutale des naissances, qui n'ont été que partiellement récupérées ensuite. Le choc que ces pays ont connu dépasse cependant celui d'une simple récession habituelle d'une ou de quelques années, c'est tout le système économique et social qui a changé.

2 – le retard concerne surtout l'arrivée du premier enfant et moins les naissances suivantes [4]. Une fois né le premier enfant, les autres naissances désirées par le couple respectent un espacement qui a été en partie programmé et qui reste peu sensible à la crise. Le retard ou l'avancée de la première naissance décale d'autant les suivantes, la conjoncture ayant alors moins d'influence ;

3 – le report de la première naissance est lui-même en partie induit par le retard du mariage ou de la vie en couple entraîné par la crise [3]. Mais ce lien s'observe surtout dans les pays où il faut encore être marié pour avoir des enfants, comme en Europe du Sud (Italie, Espagne, Grèce) ou en Asie (Japon, Corée du Sud). La France n'est pas dans ce cas ;

4 – le choix de retarder ou non une naissance dépend de la situation du couple, notamment s'il a lui-même ou non été touché par la crise en ayant par exemple perdu un emploi (celui de l'homme ou de la femme). Mais la situation économique d'ensemble a également une influence même lorsque le couple n'a pas été directement affecté par la crise. Curieusement, la situation économique dans le pays ou la région, mesurée par des indicateurs comme le PIB ou le taux de chômage, semble influencer davantage les décisions d'un couple que sa situation personnelle [2] ;

5 – les variations du taux de chômage ou des indicateurs reflétant la confiance dans l'avenir, comme l'« indicateur de confiance des ménages » en France, semblent être davantage associées aux naissances et à la fécondité que les variations du PIB ;

6 – à s'en tenir toutefois aux indicateurs économiques ayant apparemment le plus d'influence, les effets sur la fécondité restent modestes. Ainsi, dans les pays de l'OCDE, le doublement du taux de chômage serait associé à une baisse moyenne de l'indicateur de fécondité de 0,09 enfant seulement [5] ;

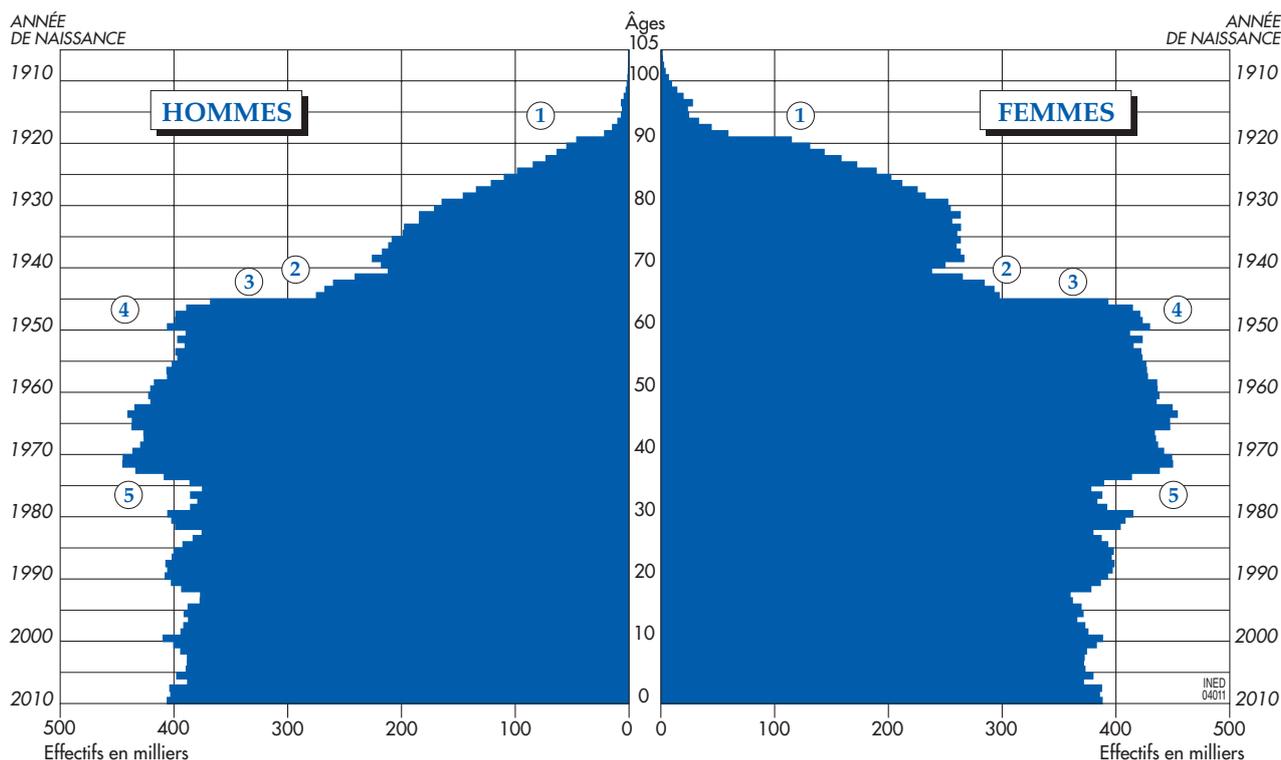
7 – dans un couple, le chômage de l'homme a en général plus d'influence sur la fécondité que celui de la femme [4]. Le revenu apporté par cette dernière reste souvent perçu comme un complément au revenu principal apporté par l'homme, ce que confirme la fréquence plus élevée des emplois à temps partiel chez les femmes ;

8 – si l'influence du chômage féminin sur la fécondité semble moins nette que celle du chômage masculin, c'est aussi qu'elle varie selon le niveau d'instruction et la position sociale. Chez les femmes les plus instruites, diplômées de l'enseignement supérieur, le chômage et la baisse de confiance dans l'avenir tendent à retarder la première naissance, tandis que c'est l'inverse pour les moins instruites : le chômage semble accélérer la naissance du premier enfant [3] ;

9 – la relation entre chômage et fécondité varie aussi selon l'âge. Les femmes jeunes, de moins de 30 ans, sont en général plus sensibles à la conjoncture économique ou à leur propre situation. Elles retardent davantage l'arrivée de la première naissance que les femmes plus âgées n'ayant pas encore eu d'enfant ;

10 – ce qui est vrai dans un pays ne l'est pas forcément dans un autre. Une récession économique entraîne le plus souvent un recul de la fécondité et des naissances, mais elle peut avoir l'effet inverse. Ainsi, la Finlande a

POPULATION DE LA FRANCE

 ÉVALUATION PROVISOIRE AU 1^{ER} JANVIER 2011


① Déficit des naissances dû à la guerre de 1914-1918 (classes creuses)

② Passage des classes creuses à l'âge de fécondité

③ Déficit des naissances dû à la guerre de 1939-1945

④ Baby-boom

⑤ Fin du baby-boom

 (G. Pison, *Population & Sociétés*, n° 476, Ined, mars 2011)

Source : Insee

Tableau - Indicateurs démographiques 1950 à 2010, France métropolitaine

	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008(p)	2009(p)	2010(p)
Naissances (m)	858	816	848	800	762	775	762	761	768	774	797	786	796	793	797
Décès (m)	530	517	540	547	526	531	535	552	509	527	516	521	532	538	535
Excédent naturel (m)	328	299	308	253	236	244	226	209	258	247	280	265	264	255	262
Solde migratoire (m)	35	140	180	44	80	70	95	100	105	95	115	75	75	70	75
Variation totale (m)	363	439	488	297	316	314	321	309	363	342	395	340	339	324	337
Ajustement (1) (m)	-	-	-	-	-	94	94	94	94	95	-	-	-	-	-
Taux de natalité (t)	20,5	17,9	16,7	14,9	13,4	13,1	12,7	12,6	12,7	12,7	12,9	12,7	12,8	12,7	12,7
Taux de mortalité (t)	12,7	11,3	10,6	10,2	9,3	9,0	8,9	9,2	8,4	8,6	8,4	8,4	8,5	8,6	8,5
Taux de mort. infantile (r)	51,9	27,4	18,2	10,0	7,3	4,4	4,1	4,0	3,9	3,6	3,6	3,6	3,6	3,7	3,6
Indice de fécondité (e)	2,93	2,73	2,47	1,94	1,78	1,87	1,86	1,87	1,90	1,92	1,98	1,96	1,99	1,99	2,00
Espérance de vie :															
hommes (a)	63,4	67,0	68,4	70,2	72,7	75,3	75,8	75,9	76,8	76,8	77,2	77,4	77,6	77,8	78,1
femmes (a)	69,2	73,6	75,9	78,4	80,9	82,8	83,0	82,9	83,9	83,8	84,2	84,4	84,4	84,5	84,8
Mariages (m)	331	320	394	334	287	298	279	276	272	276	267	267	259	245	243
Taux de nuptialité (t)	7,9	7,0	7,8	6,2	5,1	5,0	4,7	4,6	4,5	4,5	4,3	4,3	4,1	3,9	3,9
Population (2)(m)	42010	45904	51016	54029	56893	59267	60102	60505	60963	61400	61795	62135	62474	62799	63136
Moins de 20 ans (2) (m)	12556	14665	16748	16419	15632	15068	15117	15183	15242	15280	15315	15338	15344	15352	15368
65 ans ou plus (2) (m)	4727	5288	6174	7541	8036	9561	9818	9921	10067	10163	10208	10301	10426	10555	10691
Moins de 20 ans (2) %	29,9	31,9	32,8	30,4	27,5	25,4	25,2	25,1	25,0	24,9	24,8	24,7	24,6	24,4	24,3
65 ans ou plus (2) %	11,3	11,5	12,1	14,0	14,1	16,1	16,3	16,4	16,5	16,6	16,5	16,6	16,7	16,8	16,9

(a) années - (e) nombre d'enfants par femme - (m) milliers - (p) provisoire - (r) pour 1 000 naissances vivantes - (t) pour 1 000 habitants.

(1) les estimations de population pour la période 1990-2005 tiennent compte d'un ajustement destiné à rétablir la cohérence comptable entre les recensements de 1990, 1999 et 2006 (voir Anne Pla et Catherine Beaumel, 2010 [1]) - (2) en fin d'année.

 Source : Insee, *Division des enquêtes et études démographiques* (<http://www.insee.fr>).

connu au début des années 1990 une grave crise économique qui s'est traduite non par une baisse mais par une hausse de la fécondité⁽²⁾ ;

11 – enfin, le niveau de fécondité est moins sensible aux crises économiques dans les pays ayant développé de longue date une politique familiale et un système de sécurité sociale assurant une certaine protection en matière d'emploi, de santé et de logement.

On l'aura compris, une crise économique dans un pays ne se traduit pas toujours par une baisse des naissances et de la fécondité un ou deux ans après, même si c'est souvent le cas. C'est que les facteurs influençant la fécondité sont nombreux et peuvent interagir. Ils peuvent jouer dans des sens opposés pour différents sous-groupes de la population, ce qui rend la prévision difficile.

◆ Une remontée générale de la fécondité freinée par la récession

Vérifions ce qu'il en a été après la récente récession débutée en 2007-2008 dans les 44 pays développés pour lesquels on dispose d'estimations de fécondité en 2008 et 2009. La fécondité a baissé entre ces deux années dans la moitié d'entre eux (22 pays) et elle a augmenté dans l'autre moitié. Pour l'année 2010, les données sont incomplètes : 25 pays seulement ont publié des estimations du taux de fécondité. Il a baissé entre 2008 et 2010 dans 14 d'entre eux et augmenté dans les 11 autres.

La récession n'aurait-elle eu aucun effet sur la fécondité ? Elle a pour particularité d'être survenue à une période où la fécondité était en hausse dans la majorité des pays occidentaux, après une période où elle avait connu des niveaux relativement bas, voire très bas, notamment en Europe du Sud, de l'Est et du Centre. Cette basse fécondité était liée en partie à un mouvement de report des maternités, progressivement de plus en plus tardives, ce qui déprimait les naissances. Depuis quelques années, ce mouvement cessait, entraînant une remontée mécanique de la fécondité [6].

Dans les pays où la fécondité était en train de remonter, la récession a freiné ce mouvement, comme en Russie ou en Slovaquie. Elle a même inversé le mouvement, provoquant une baisse de fécondité en Espagne, au Royaume-Uni, en République tchèque, en Estonie, en Lettonie et en Ukraine.

Les États-Unis connaissent une situation analogue, même si la fécondité y est l'une des plus élevées du monde développé. L'indicateur était au plus bas en 1976 (1,7 enfant par femme), avant de remonter régulièrement et d'atteindre 2,1 enfants en 2007. Par la suite, comme on l'a déjà dit, il a reculé.

(2) Au milieu des années 1980, l'État finlandais a instauré une allocation destinée aux parents d'enfants de moins de 3 ans restant à la maison pour s'en occuper. Lors de la crise du début des années 1990, cette allocation, qui n'avait pas spécialement pour objectif de soutenir la natalité en période de récession, a de fait favorisé les naissances chez les femmes touchées par la crise. Une partie de celles ayant perdu leur emploi ont préféré rester à la maison pour garder leur enfant en étant rémunérées pour cela plutôt que de chercher à retrouver un emploi.

(3) Il convient de rappeler ici que le taux de fécondité de la France n'est que faiblement influencé par la présence des immigrés : sans leur contribution, elle serait de 1,9 enfant par femme au lieu de 2,0 (voir [7] pour l'explication).

* * *

La France, en revanche, a eu beau voir sa fécondité augmenter de façon parallèle à celle des États-Unis depuis 30 à 40 ans, elle n'a pas connu de retournement de tendance ces deux dernières années. On constate seulement que la fécondité des femmes de moins de 30 ans a baissé en 2009 et 2010 après plus de dix ans de stabilité, signe qu'une partie des jeunes femmes ont retardé la naissance de leur enfant. Mais cette baisse, somme toute modeste, a été plus que compensée par la hausse de la fécondité après 30 ans [1]. Plusieurs facteurs y ont sans doute contribué : la récession a d'abord été moins forte en France, l'économie ayant relativement mieux résisté à la crise que dans d'autres pays. Les familles ont également été moins touchées en raison des politiques sociale et familiale, qui ont amorti les effets de la récession. On peut penser cependant que l'indicateur de fécondité, tout en évitant une baisse analogue à celui des États-Unis, a subi un certain ralentissement. Sans la crise, les naissances auraient sans doute pu être encore plus nombreuses en 2010 et l'indicateur de fécondité dépasser deux enfants par femme en métropole⁽³⁾.

REFERENCES

- [1] Anne PLA et Catherine BEAUMEL - « Bilan démographique 2010 : La population française atteint 65 millions d'habitants », *Insee-Première*, n° 1332, janvier 2011, et *site internet de l'Insee* : www.insee.fr
- [2] Tomáš SOBOTKA, Vegard SKIRBEKK et Dimiter PHILIPPOV - « *Economic Recession and fertility in the developed world. A literature review* », Research note, Vienna Institute of Demography, 2010.
- [3] Ariane PAILHÉ - « Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses », *Politiques sociales et familiales*, 100, 2010, p. 97-103 ; « La crise économique actuelle affectera-t-elle le nombre de naissances ? » in - *France, portrait social - édition 2009*, Insee, p. 26-27.
- [4] Ariane PAILHÉ et Anne SOLAZ - « Does job insecurity cause missing births in a high fertility European country? Evidence from France », *Documents de travail*, n° 169, 2011, Ined, 26 p.
- [5] Joshua GOLDSTEIN, Tomáš SOBOTKA et Aiva JASILIONIENE - « The end of lowest-low fertility ? », *Population and Development Review*, 35(4), 2009, p. 663-700.
- [6] Gilles PISON - « France 2008 : pourquoi le nombre de naissances continue-t-il d'augmenter ? », *Population & Sociétés*, n° 454, mars 2009, 4p.
- [7] François HÉRAN et Gilles PISON - « Deux enfants par femme dans la France de 2006 : la faute aux immigrées ? », *Population & Sociétés*, n° 432, mars 2007, 4 p.

RÉSUMÉ

En France, l'indicateur de fécondité a continué à augmenter en 2010 (2,00 enfants par femme contre 1,99 en 2009), alors qu'il diminue généralement à la suite de ralentissements économiques. La dernière récession est survenue lors d'une période où la fécondité était en hausse dans la majorité des pays occidentaux. La récession a inversé le mouvement et provoqué sa baisse comme on a pu l'observer aux États-Unis, ou a freiné sa hausse comme en Russie. La France est probablement dans ce dernier cas : sans la crise, l'indicateur de fécondité aurait sans doute augmenté encore plus et dépassé deux enfants par femme en métropole.